

10

À propos du rôle des médias dans le conflit ivoirien

Lori-Anne Théroix-Bénoni et Aghi Auguste Bahi

Introduction

Depuis le début de la crise ivoirienne, acteurs et observateurs nationaux et internationaux ont accusé les médias et les journalistes ivoiriens d'avoir, au mieux, mis de l'huile sur le feu, au pire, fomenté le conflit. L'objectif de cet article exploratoire est de transcender cette réflexion en allant au-delà des textes médiatiques et de leurs « dérives », afin d'appréhender le contexte d'émergence, le mode de fonctionnement et l'action des idéologies et de leur propagande (et contre propagande). Nous récusons les propositions théoriques tendant à établir une relation de causalité directe entre médias et conflits (stimulus effets), avatar insidieux du modèle des effets directs et illimités des médias de masse. Il s'agit, dans cette étude de cas, de proposer une approche tenant compte de la complexité des processus de production, de réception et de diffusion des messages mass-médiatiques. La déconstruction de la rhétorique de dénonciation du rôle des médias nous aidera à lever le voile sur un certain nombre de logiques à l'œuvre dans l'arène politique. Nous posons en effet comme nécessaire l'articulation complexe des champs politique et journalistique (Neveu 2001) et la fragmentation de la masse comprise dans l'expression *mass-media* (Ginsburg 1994). C'est pourquoi nous tentons, à partir de données ethnographiques et bibliographiques, de faire émerger les visages et les voix d'acteurs ivoiriens, tant du côté des rédactions de journaux, que du côté des espaces de discussion de rue (*agoras et grins*), avant de situer ces acteurs/actants au sein de réseaux tissés pour ou par des entrepreneurs politiques et d'esquisser des pistes de réflexions.¹

Du côté des rédactions...²

Dans cet aperçu synthétique et nécessairement limité de l'économie politique de la presse ivoirienne, nous ne concentrerons notre regard que sur les organes de la presse écrite couvrant la politique nationale et, plus particulièrement, sur les acteurs

impliqués dans son traitement et son interprétation. Sont éliminées de l'analyse les périodiques,³ la Radio-Télévision Ivoirienne⁴ (RTI), les radios commerciales privées, de proximité⁵ et confessionnelles ainsi que web journalisme.⁶

Les quotidiens d'opinions et d'information

Comme toute tentative de classification, la nôtre comporte des limites et ne rend pas nécessairement compte des nuances éditoriales de certains titres. De plus, les catégories esquissées plus loin n'ont de sens que si elles sont situées dans le contexte politique du moment. Il est donc impératif de rappeler que le parti au pouvoir depuis le 26 octobre 2000, le Front Populaire Ivoirien (FPI), fait actuellement face à sept entités. Quatre sont politiques et se regroupent sous l'appellation du *Rassemblement des Houphouëtistes pour la Paix et la Démocratie*: le *Rassemblement Des Républicains* (RDR), le *Parti Démocratique de Côte d'Ivoire* (PDCI), l'*Union pour la Démocratie et la Paix en Côte d'Ivoire* (UDPCI), et le *Mouvement des Forces de l'Avenir* (MFA). Trois sont militaires et se regroupent sous l'appellation *Forces Nouvelles* (FN). Il s'agit d'une coalition des ex-rebelles comprenant le *Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire* (MPCI), le *Mouvement pour la Justice et la Paix* (MJP) et le *Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest* (MPIGO). Ces entités militaires ou politiques sont elles-mêmes traversées de courants divers – les rénovateurs du PDCI et les tendances pro-IB ou pro-Soro des Forces Nouvelles –, qui entraînent parfois des modifications de lignes éditoriales. Un changement de configuration politique entraînera donc logiquement un changement des coalitions et des prises de position qui auront un impact sur d'éventuelles tentatives de classification des tendances de la presse.⁷ Notons finalement que le mot financement doit être entendu au sens large d'apport matériel ou symbolique, qu'il s'agisse de soutien financier, d'accès privilégié à des sources d'information ou de l'aura qu'une figure charismatique donnera au journal qui s'en réclame. En date du mois de décembre 2005, 16 quotidiens d'opinion et d'information occupent le paysage de la presse ivoirienne. Ils peuvent être classés en 3 catégories: les journaux bleus, les journaux du G7, et les équilibristes.

Les journaux « bleus »

Les titres dits « bleus » reprennent la couleur de l'emblème du parti qui leur est proche, le Front Populaire Ivoirien (FPI). Représentants de la galaxie patriotique, ces journaux se réclament républicains, prônent la légalité constitutionnelle et le respect des institutions. Pour eux, la crise ivoirienne se situe dans un contexte de néo-décolonisation face à la « France Chiracienne ». Les révélations de complots contre la république, ourdis par « les ennemis de la Côte d'Ivoire, les grandes puissances, les media étrangers et les chefs d'État africains », forment le corps de leur rhétorique journalistique. Les opposants nationaux (militaires et politiques) de la crise ne seraient, selon eux, que les marionnettes des créateurs de ce « vaste et funeste complots contre la nation assiégée ».

On dit des journaux bleus qu'ils seraient financés directement ou indirectement par de hauts cadres du FPI, par ses bénéficiaires ou encore par des cadres de la

filière café-cacao. Alors que certains titres auraient été suscités par le leader des « jeunes patriotes », Blé Goudé, d'autres seraient dirigés par les « femmes » du président ou le président de l'Assemblée Nationale. Mi-légendes urbaines, mi-faits confirmés, il n'en demeure pas moins que ces journaux soutiennent, de près ou de loin la cause dite patriotique.⁸ Si des gestionnaires de journaux ne nient pas recevoir de l'aide du FPI en période de vache maigre, d'autres affirment que leur quotidien fonctionne sur fonds propres et que s'ils supportent le pouvoir en place, c'est par conviction idéologique, et non par collusion économique-idéologique.

Les journaux du « G7 »

Dans cette catégorie, péjorativement appelée « pro-rebelles » on retrouve indifféremment des titres pro-RDR, pro-PDCI, pro-IB, pro-Soro ou plus simplement anti-FPI ou anti-Gbagbo. Certains titres auraient touché des subventions directement des dirigeants ou des barons des partis d'opposition. Pour ces journaux, le combat n'a pas lieu sur le front de l'émancipation postcoloniale mais sur celui de la dignité humaine et du droit à la citoyenneté qui passe par une redéfinition des contours de la nation, des modes d'accès à la nationalité et des prérogatives des citoyens.

Les équilibristes

On classe dans cette catégorie les journaux qui se disent « neutres et objectif », et « tapent un jour à gauche, l'autre jour à droite ». Les équilibristes ne parviennent cependant pas toujours à se maintenir sur le fil... Certains d'entre eux sont régulièrement taxés d'être « bleu comme le ciel » tandis que d'autres sont invariablement accusés de suivre le mouvement » c'est-à-dire le financement.

Vu et entendu

On accuse les rédactions proches du FPI de comporter une forte composante démographique issue du groupe Krou⁹ et à celles proches du G7, plus précisément du RDR, d'être composées surtout de Dioula (Bouquet 2003). Si le coefficient ethnique se remarque dans les rédactions comme dans la politique, on retrouve, et ce même à des postes de responsabilités, des journalistes issus de groupes présumés non sympathisants aux causes défendus par les journaux. Faut-il le répéter, une lecture ethnique de la crise ivoirienne ne peut rendre compte de toutes les subtilités inhérentes au conflit, indications que les « moules médiatiques » appliqués à la situation sont réducteurs (Bassett 2003). Certains liens idéologiques, économiques, familiaux ou historiques transcendent en effet ces appartenances ethniques. Pour les journalistes « bleus », qui avaient entre 10 et 15 ans au moment du passage au multipartisme, Laurent Gbagbo représente un leader charismatique qui incarne les idéaux démocratiques et développementalistes auxquels ils adhèrent. Même du côté des rédacteurs « G7 » il n'est pas rare d'entendre: « Quand j'étais au lycée, j'étais fasciné par le combat que menait Laurent Gbagbo alors qu'il était dans l'opposition. Mais ce monsieur m'a déçu. Il est prêt à tout pour obtenir le pouvoir et n'a pas de parole ». L'image du leader charismatique qui vaut pour Laurent Gbagbo vaut aussi

pour certains journalistes qui voient en Alassane Ouattara le président idéal, « le seul qui puisse remettre la Côte d'Ivoire sur le rail ». Quant aux plus âgés, ceux qui ont entre 30 et 50 ans, ils ont tous été plus ou moins actifs sinon au sein de la FESCI,¹⁰ du moins dans la mouvance des demandeurs du passage au multipartisme (Diégou 1995; N'Da 1999). La plupart voient leur travail comme une occasion de *lutter contre les injustices* dont ils disent avoir eux-mêmes été victimes et qui s'expriment différemment en fonction des tendances politiques. Dans un journal favorable au FPI, un journaliste évoque par exemple la répression du Guébié¹¹ (Dozon 1985; Gadj Dagbo 2002), un autre, le fait d'avoir été injustement recalé à un examen d'entrée à la fonction publique ou encore d'avoir été refusé à l'université malgré ses bonnes notes. De façon générale, ces journalistes ont un fort ressentiment envers l'ancien parti unique, le PDCI, et par extension envers le RDR qui en est issu. Depuis le 19 septembre 2002, le ressentiment envers le RDR est d'autant plus fort que pour les journalistes « bleus », ce parti cautionne la rébellion: « C'est le RDR qui est derrière la partition du pays. Quand on était dans l'opposition, nous, on n'a jamais pris les armes. Jamais ! Nous on est démocrate ! ». Tout comme leurs adversaires éditoriaux bleus, la plupart des journalistes du G7 perçoivent leur travail comme une chance de *redresser les torts*: « On nous harcèle sur notre nationalité parce que nous avons un nom Dioula, et même lorsque nos papiers son en règle, on nous rackette ». « En ce qui me concerne », rappelle un journaliste, « Je dois dire que même si je ne me considère pas militant du RDR, depuis le charnier de Yopougon, j'ai la conviction que la cause politique que le journal défend est juste ».

Mais il serait également faux de croire que tous les journalistes supportent avec conviction la ligne éditoriale du journal. « J'aime mon travail et je souhaite continuer à faire du journalisme. Si je quitte ce journal, c'est pour aller dans un autre, qui aura des prises de position tout aussi extrémistes en faveur d'une autre tendance. À quoi bon ? », se demande avec résignation un journaliste. Afin d'éviter d'avoir à prendre position sur la situation politique ivoirienne, un autre journaliste confie: « On a le choix. C'est vrai que les pages politiques représentent la majorité du journal,¹² mais pour éviter tout problème, on peut écrire en culture, en société ou en économie. Moi, je me suis réfugié dans la page culture ».

Certains journalistes revendiquent leur indépendance: « Les financiers et les gestionnaires sont certes dans les hautes instances du parti. Mais ils ne mettent jamais les pieds ici », assène un des responsables. « Nous sommes libres d'écrire ce que nous voulons et on ne vient jamais nous dire d'enlever ou de changer un article ». Faut-il y voir de l'autocensure ou une sélection naturelle amenant seulement les convaincus par la cause à écrire dans le journal qui la défend ? En outre, si certains journaux revendiquent distinctement leurs appartenances politiques, d'autres contestent la catégorie dans laquelle on les aurait injustement enfermés et estiment être victimes de délits de patronyme ou de faciès: « Parce qu'on a un nom Dioula ou qu'on porte un boubou les vendredis, les gens croient que nous sommes RDR », se défendent certains responsables de rédactions. D'aucuns se seraient fait cataloguer car un membre de l'équipe éditoriale serait également membre de la famille d'un

personnage influant d'un parti d'opposition. Accès privilégié à l'information ou collusion réelle entre ligne du parti et ligne éditoriale ? Difficile d'y voir clair.

Dans les rédactions des « équilibristes » où l'on retrouve des journalistes de toutes les tendances, l'articulation des sphères journalistique et politique complexifie singulièrement les conférences de rédaction: « Parfois, je vois des journalistes aveuglément pro-Gbagbo ou autre, accourir avec ce qu'ils appellent des scoops et qui ne sont, en fait, que de grossiers faux. Si je refuse de passer l'info, on m'accuse d'être allassaniste ou autre. C'est pas simple! », déplore un des responsables du journal. Un autre chef de rédaction regrette une situation à laquelle il est trop souvent confronté: « C'est vrai, je suis un chef, et j'ai donc théoriquement le pouvoir de demander à un journaliste de recadrer ou de modifier un papier si je le trouve tendancieux. Mais dans les faits, je ne suis qu'un chef de façade. Le vrai chef du journaliste, il est ailleurs... au siège du parti! ».

Les accusations auxquelles les journalistes politiques doivent faire face quant à leur rôle dans la crise les laissent perplexes. Deux types de réactions se dégagent. D'une part, ils acceptent les accusations portées à la profession mais ne se lancent que rarement dans une autocritique et dénoncent plutôt les « dérives » de leurs homologues d'autres rédactions ou/et des journalistes plus jeunes, surpolitisés, et accusés d'être mal formés. Du côté des journaux bleus, on s'empresse d'accuser les médias internationaux et français en particulier de désinformation, d'intoxication et de manipulation, et on rappelle au passage cette Une d'un journal du G7 qui a, 2 ans avant le soulèvement du 19 septembre 2002, coupé la Côte d'Ivoire en deux. Quant aux journalistes du G7, ils s'érigent en redresseurs de la vérité contre « les journaux du FPI » qu'ils qualifient de « médias de la haine ». D'autre part, certains journalistes affirment qu'ils n'y sont pour rien dans la situation de crise actuelle: « Nous ne nous auto-interviewons pas! Les propos que nous mettons dans les journaux, nous ne les inventons pas. Est-ce qu'on y est pour quelque chose si les hommes politiques tiennent des propos incendiaires? » On pourrait facilement remettre cette affirmation en question dans le cas de certains journaux qui se transforment parfois en fabrique de faux; elle a cependant le mérite de guider notre regard du côté de la classe politique qui, elle-même, est souvent la première à incriminer les journalistes.

Si certains journalistes trempent leurs plumes dans leurs idéaux politiques, tous les journalistes ne sont cependant pas « aux ordres » et la presse est un terrain fertile pour de nouvelles stratégies individuelles et de groupe (Frère 2000, 2005). La vie quotidienne au sein des rédactions montre que ces instances de production des nouvelles constituent aussi des lieux de contestation et de lutte de pouvoir où les enjeux et les intérêts ne sont pas exclusivement journalistiques ou éditoriaux. Les événements prenant place dans l'arène journalistique ne diffèrent d'ailleurs en rien de ceux qui caractérisent l'arène politique: règlements de comptes, détournements de fonds, scissions partisans, conflits de leadership, etc. On saisit mieux le caractère sinueux de certaines lignes éditoriales qui, en fonction de l'actualité, se transformeront parfois en ligne de front, voire, en ligne de mire. Ce serait donc ces journaux et ces journalistes qui *entretiendraient quotidiennement le feu de la stigmatisation, auraient fo-*

menté le conflit, divisé les Ivoiriens, fait le lit de la xénophobie et semé la haine dans les esprits. Mais cette dynamique d'accusation des médias ne concerne pas que les médias nationaux. Avant d'examiner ce jeu de renvoi du blâme, il importe de se pencher sur certains aspects des médias internationaux.

Les médias « internationaux »

Ces médias constituent une part importante de la consommation mass-médiatique en matière d'information sur l'Afrique et la situation ivoirienne. Pendant le parti unique et ce jusqu'au putsch de décembre 1999, c'est vers la presse étrangère, journaux, puis radios et télévisions facilitées par l'introduction des antennes paraboliques,¹³ que les gens qui en avaient les moyens se tournaient, et se tournent encore, pour être informés (Koné 1989; Bahi 1998). Il est d'ailleurs fréquent de trouver dans les médias nationaux des « copier-coller » d'articles de la presse étrangère et des retranscriptions de propos repris de radios ou télévisions occidentales. Ainsi, les médias étrangers et internationaux, quoi qu'ayant une audience restreinte, étaient considérés comme des médias de substitution. Les décennies de monopartisme politique leur ont conféré un statut d'autorité en matière d'information tant chez les lecteurs que chez les journalistes. Actuellement, les anciens médias de substitution sont frappés de suspicion et sont accusés, surtout chez les gens favorables au pouvoir en place, le FPI, de faire le jeu de l'ennemi, d'être favorables aux rebelles et, à tout le moins, d'être contre la Côte d'Ivoire.

Ce bref aperçu du paysage médiatique de Côte d'Ivoire permet de relever les tensions et contradictions caractérisant la situation des médias et de leurs acteurs qui s'inscrivent dans une logique d'affrontement politique. Volontairement ou non, les journaux sont souvent liés à des intérêts politiques nécessairement partisans. En effet, les journaux sont perçus comme des instruments de conquête et de conservation du pouvoir politique (Nyamnjoh 2000).

Du côté de la rue...

Une tentative d'évaluation d'impact de la presse pourrait commencer par une analyse des chiffres concernant le tirage et les ventes des journaux. Ces derniers sont conservés comme de véritables secrets d'État que nous perpétuerons en disant simplement qu'en divisant par deux le tirage annoncé, on obtient souvent le tirage réel, et que les taux d'invendus oscillent entre 30 et 70%.¹⁴ Dans un tel contexte, on comprendra que divulguer les chiffres réels des tirages et des ventes risque de freiner l'enthousiasme des annonceurs. Mais le faible taux de vente combiné à un niveau d'analphabétisme élevé,¹⁵ ne remettent pas en question l'importance de la presse dans l'information des citoyens.

Dans les villes, lieu de changements profonds de la société ivoirienne (Leimdorfer 2003:151), le nombre élevé de lecteurs pour un journal constitue certes une partie de l'explication de ce phénomène. Mais plus important encore, des modes insoupçonnés de consommation de la presse dans les villes gagneraient à être pris en compte. En effet, des phénomènes urbains comme celui des « titrologues » (Bahi

2001), liés à celui des « Sorbonne », « agoras », « parlements » et « grins », tendent à relativiser l'importance des chiffres et pose un rapport particulier à la presse dans sa fonction de narration de la politique. Les espaces de discussions de rues, « politisants » et politisés,¹⁶ peuvent être partagés en deux groupes: les agoras et parlements d'une part et les grins d'autre part.

Dans les « agoras et parlements »

L'expression « agoras et parlements » désigne des espaces de discussions de rues organisés par des jeunes dans pratiquement toutes les communes d'Abidjan et certaines villes de l'intérieur du pays. La « matrice » de ces espaces de discussion est la Sorbonne du Plateau qui a répandu l'idée des « intellectuels de la rue » (Bahi 2003, 2004a). Ces espaces, informels et spontanés au départ, aujourd'hui constitués en fédération,¹⁷ sont composés essentiellement de jeunes hommes issus du petit prolétariat des villes¹⁸ qui se répartissent notamment entre les groupes *Krou* et *Akan*, et se déclarent principalement chrétiens ou animistes (Bahi 2003:4). À la faveur de la crise actuelle, la plupart d'entre eux se déclarent sinon militants ou sympathisants du FPI, du moins loyalistes, patriotes ou « gbagboïstes ».¹⁹

Dans ces espaces de discussion de rues, les animateurs, de véritables tribuns, donnent leur lecture et leur interprétation de l'information et filtrent ainsi les actualités tout en leur donnant un sens. Les journaux bleus, et des articles photocopiés, si ce n'est leurs propres journaux (*La Chronique du Sorbonnien*, *Le Sorbonnard*), sont vendus dans ces espaces de discussion. Le kiosque à journaux qui borde la Sorbonne n'arbore d'ailleurs pas les titres du G7.

La presse du « G7 » sous haute surveillance

Dans les agoras et parlements, la presse du « G7 » est celle qu'il faut avoir à l'œil. C'est la presse pro-rebelle, animée par de « soi-disant journalistes », faisant « l'apologie de la rébellion ». L'idée de vigile semble caractériser le travail des leaders et meneurs qui souhaitent défendre « la patrie en danger ». La presse du « G7 » est houspillée symboliquement et réellement par les jeunes des agoras. En effet, ce rejet est allé jusqu'à des autodafés (kiosques incendiés, quand ce ne sont pas les sièges des rédactions qui sont saccagés et incendiés) et des passages à tabac des vendeurs à la criée.

Stigmatisation des médias occidentaux

Le climat d'opinion dans les « Sorbonnes » est marqué par une perte de confiance et une remise en cause de l'« autorité » des médias internationaux qui, depuis le début de l'année 2000, ont mis fin à l'état de grâce du Général Guéï perçu jusque là comme le « père Noël en treillis ».²⁰ Pour les agoras, ceux-ci n'ont plus l'apanage ni du « professionnalisme », ni de la vérité. Ils ne sont plus une référence en matière d'information puisqu'ils peuvent désinformer. Ils sont même vomis par les « agoras » et « parlements » ainsi que, de façon globale, par « les patriotes », jeunes et vieux, depuis septembre 2002.²¹ Ces médias internationaux sont même accusés de « faire le lit de la rébellion » et « le jeu de l'ennemi ». En diverses occasions, les

mouvements, collectifs et associations de la société civile, qui aujourd'hui constituent « la galaxie patriotique », ont organisé des marches de protestation contre les « I3P », les « Informations Partisane, Partielle et Partiale » sur le pays par les médias étrangers « souillant l'image de la Côte d'Ivoire ».

« *La faute aux français* »

Ces « jeunes patriotes », marchant et manifestant bruyamment, parfois même violemment dans les rues, illustrent l'effervescence d'une partie de la population des villes et témoignent de la complexité des réseaux associatifs de l'espace urbain. Ces jeunes, acculturés depuis une quinzaine d'années dans l'idée de l'État démocratique comme société irénique et des médias pluriels comme gage de transparence, se sentent investis d'une culture démocratique. Ceux qui aujourd'hui ont une trentaine d'années, font partie de cette génération qui, dans les années 1990, alors qu'elle était adolescente, a conspué Félix Houphouët-Boigny, demiurge de la nation ivoirienne, renversant en même temps le totem du parti unique. En 2000, c'est le mythe des grands médias internationaux qui tombe. Aujourd'hui, c'est un autre totem qui est renversé : la France elle-même, hier modèle de démocratie dans la conscience collective, aujourd'hui soupçonnée d'être caution morale sinon politique et même militaire de la rébellion. Il faut même craindre que cette incompréhension ne laisse des traces durables dans la mémoire collective.

La position de la France n'est donc pas perçue positivement dans l'opinion ivoirienne côté loyaliste.²² Dans les agoras et parlements, il lui est reproché de n'avoir « pas pris clairement position en faveur de la démocratie ».²³ Cette position ambiguë a été interprétée par toutes les agoras, les organisations de la société civile ayant la même sensibilité, les groupes de patriotes, comme un refus du gouvernement français de porter assistance au gouvernement légal. Pour eux, la position des autorités françaises est ambiguë ... plus tard, l'accusation sera très nette : la France cautionne et soutient les rebelles. Dans ces milieux où le nationalisme sourcilleux va de soi, la différence entre la diplomatie française (ou étrangère), les médias français et l'Armée française, inconsciemment ou consciemment, involontairement ou volontairement, n'est pas toujours faite. Tout cela c'est la France.

Toutes ces allégations viennent alimenter l'hypothèse du complot ourdi par la France elle-même afin de mettre en place un régime qui lui serait plus favorable et cela se répercute défavorablement sur la perception même des médias français. De là provient le fameux « sentiment anti-français » dont on peut se demander s'il est spontané ou stratégique.

Dans les grins...

Le terme utilisé couramment en langue *dioula* renvoie au « lieu où les gens se rassemblent ». Des origines multiples de ce vocable, on peut au moins retenir qu'il évoque le « lieu de la discussion » (Vuarin 2000), désignant des causeries autour du thé vert à la menthe, élément culturel essentiel,²⁴ accompagnée de viande braisée (*choukounya*). Présente dans toute la sous-région, la pratique du *grin* est, en Côte d'Ivoire,

effective où on retrouve les communautés originaires du Nord et celles issues de l'immigration malienne, guinéenne et burkinabé.

D'une manière générale, les *grins*, qui ne portent pas de noms particuliers, sont constitués de personnes qui se réunissent « selon l'âge, la classe sociale, le sexe et certaines affinités » (Atchoua 2004:34). La population dominante des *grins* est masculine et une certaine fraternité est à la base de ces regroupements et se construirait également davantage au sein de ces regroupements. La causerie est régulée par le *kôró*, « grand-frère » et modérateur, qui essaie d'éviter les débordements des débats contradictoires.

Toutefois, depuis février 2003, en Côte d'Ivoire, les *grins* se sont constitués en association dont le nom, le *Rassemblement des grins*,²⁵ évoque celui du Rassemblement des Républicains (RDR). Le journal Nord-Sud a même été consacré « journal officiel » (Kossou, 12/09/05). Il existe à présent des *grins* dans les diverses communes d'Abidjan dont les appellations font échos de la situation politique ivoirienne et réfèrent aux espaces de discussion de la galaxie patriotique. On retrouve les *grins* « Le parlement », « L'ONU », « Linas-Marcoussis », « Fraternité », etc. On parle même d'un espace de discussion à Bouaké appelé le « Sénat », qui aurait le même mode de fonctionnement que la « Sorbonne » du Plateau.

Il y aurait des *grins* faisant parti du Rassemblement à Sinfra, Odienné, Daloa, Bouaflé, à Saoukro (Aboisso) et bien sûr à Abidjan surtout dans « les quartiers à prédominance Dioula ». Même avant leur institutionnalisation, les *grins* étaient loin d'être des entités autarciques et de nombreuses connexions existaient entre eux. A Abobo, on en aurait enregistré 476, à Yopougon 382, à Koumassi, 227 et à Adjamé, 410, etc. (Kossou 11/09/05). Il s'agit donc de susciter la création des nouveaux *grins* en plus de ceux qui existaient déjà et la diffusion d'information est d'autant plus efficace qu'elle est traditionnelle et repose sur des liens sociaux préexistants. « Tout se passe donc comme dans les Parlements à la seule différence que dans les *grins*, tout se fait par affinité et sans mégaphone. (...) Les animateurs appelés messagers profitent de ces groupes d'amis pour expliquer le projet de société « Vivre ensemble » du président du RDR mais aussi pour décrier la gestion des Refondateurs avec à leur tête le président Laurent Gbagbo » (Kouamé 01/06/05).

L'« ouverture », le partage, la fraternité, la solidarité, l'ethnicité (« populations dites du Nord »), la langue (le *dioula* en particulier) ajoutés aux liants idéologiques, tels que la religion (islam dominant) et l'appartenance politique (RDR dominant), indiquent la piste des réseaux. « Les informations circulent de grin à grin. Ceux qui ont une information font vite de la divulguer. Il y en a un (membre) chez nous (dans notre grin) qui est très informé. On l'a d'ailleurs surnommé Yao Yao Jules,²⁶ Toujours surinformé, il consomme TV5 et divulgue des informations. D'ailleurs il y a toujours un journal qui traîne dans le grin ». Compte tenu du fait que les réunions politiques classiques ne peuvent être convoquées tout le temps, le *grin* qui est un lieu permanent de rassemblement s'avère être un relais efficace pour passer des messages, des informations. « Les mots d'ordre, les décisions et autres recommandations

des partis sont donnés à travers les grins. Les partis peuvent recueillir des informations à travers les grins. Par un effet de feed-back les partis peuvent prendre le pouls de la population en analysant les réactions des membres des grins lorsqu'une information est donnée ». ²⁷

Mépris de la presse bleue

La presse dite du « G7 », et plus encore la presse favorable au RDR, a l'assentiment des grins. A côté des journaux du G7, Radio Côte d'Ivoire est suivie en fond sonore. Mais l'heure du journal sur RFI, actuellement accessible uniquement en modulation d'amplitude, est un rendez-vous incontournable (18 h 30 pour le journal Afrique). « Quand il y a un débat télévisé, on peut sortir le poste de télévision ». La presse bleue est considérée comme étant pro-Gbagbo, sympathisante du FPI, donc anti-ADO, xénophobe, exclusionniste, ivoiritaire, bref « haineuse » et mensongère.

Exaltation des médias internationaux

Dans les grins, l'on considère les médias internationaux tels que RFI, BBC etc. comme des médias informant véritablement sur la situation en Côte d'Ivoire. Cette position ressemble à celle qui avait cours dans les années du parti unique où la presse écrite française et, un peu plus tard RFI, informaient les catégories supérieures et moyennes de la population ainsi que les Ivoiriens de la diaspora. Les médias internationaux restent des références en matière d'information. Plus qu'un gage de neutralité ils représentent ceux qui peuvent les aider à changer la situation.

Des opinions politiques se forment ou se raffermissent dans ces interactions et il est concevable qu'une idéologie dominante (« politiquement correcte ») se dégage et qu'elle circule dans le réseau de *grins*. Dans les grins, on n'aime pas le FPI et ses leaders, ainsi que les « sorbonnards », les agoras et parlements car les prises de positions contre les rebelles, les leaders du RDR, contre Alassane Ouattara en particulier ne leur plaisent pas. Les Leaders politiques du FPI en particulier ne sont pas appréciés. Le Président de la République en particulier n'est pas épargné. Quant au PDCI, ce ne serait « pas trop négatif mais on n'aime pas trop Bédié ».

Des réseaux de propagande

Nombre d'informations révélées dans ces espaces de discussion sont reprises dans la presse bleue du lendemain comme si les leaders des agoras et ces journalistes avaient les mêmes sources d'informations des mêmes milieux autorisés. Cette « circulation circulaire » de l'information tend à crédibiliser les espaces de discussion et à transformer l'idéologie en un mode de réflexion (Bourdieu 1996). Cela semble confirmer une théorie de la conspiration qui s'exprime par la mise en œuvre par les bleus d'une propagande (Ellul 1962) soigneusement pensée. Elle viserait à confirmer les auditeurs dans leur choix de journaux ou d'espace de discussion. On peut logiquement s'attendre au même phénomène du côté des journaux du G7.

Autant les leaders de la « Sorbonne » et des agoras (de façon générale) s'enorgueillissent d'être infiltrés par des indicateurs de la police et des renseignements

généraux (Bahi 2003, 2004a), autant ceux des *grins* ressentent « un climat de méfiance et de suspicion entre les membres » dû à la présence des « espions politiques ». Tous sont particulièrement fiers de la présence, dans leurs auditoires, de journalistes qui viendraient prendre le pouls de l'opinion ou mieux recueillir des informations à traiter dans leurs journaux. Dans les agoras et les *grins*, le politique se parle et se vit au quotidien, ordinairement. Et dans cette spontanéité caractéristique de la rue, la presse joue un rôle important et nécessaire en ce sens que plus qu'informer (au sens de donner des nouvelles) elle est une instance de médiation et par là même représente (donne forme), interprète et oriente (donne un sens) les nouvelles, participant ainsi à la vie de la Cité. Les conversations et les débats sont déclenchés par l'actualité politique du moment, et particulièrement par les titres de la presse écrite eux-mêmes « rumorigènes » (Bahi 2001, 2003). La propagation des idées et rumeurs est facilitée par l'affluence grandissante des participants, la création de nouveaux espaces, et des interconnexions entre *grins* ou agoras dues à la mobilité de leurs populations. Ces espaces de discussion s'inscrivent dans une logique de réseaux, facilitant la propagation d'idées de toutes sortes et constituant de formidables machines à informer ou/et à désinformer et bien sûr à mobiliser. Dès lors, en raison de telles capacités, il est admissible que ces espaces attirent la convoitise des politiciens. Il nous semble aussi raisonnable de penser que des espaces de discussion aient été créés par de jeunes entrepreneurs politiques dans le but d'être récupérés politiquement ou de connivence avec des pouvoirs politiques, comme le notent Banégas et Marshall-Fratani:

On objectera avec raison que ces mouvements de patriotes sont à la solde du pouvoir, instrumentalisés par la présidence dans une stratégie de mobilisation populaire nationaliste. Mais le rôle que tiennent désormais leur leaders – C. Blé Goudé, E. Djué, J.Y. Dibopieu – dans le jeu politique montrent qu'ils ont aussi gagné une influence considérable sur la conduite des affaires publiques (2003:7).

De fait, les gens viennent là pour s'informer, sans nécessairement avoir lu les journaux ou suivi la radio... point n'en est besoin puisque les membres influents « racontent » les informations mais, plus encore, ces espaces re-situent les événements et ce faisant re-/co-construisent de l'imaginaire qui, au plan idéologique, va assurer la cohérence des communautés politiques auxquelles ils appartiennent (Anderson 1983; Gellner 1983). Cela explique que les gens fréquentent ces espaces tant pour se faire une opinion que pour se rassurer. Il reste que ces espaces activent une socialisation politique des individus qui investissent leur attention, leur temps et leur énergie dans la vie politique.

En l'absence de mesures « fiables » des opinions, les mouvements collectifs constituent des indicateurs du climat d'opinion qui prévaut dans la ville par rapport à une situation ou un problème donnés. Tout comme les sondages manipulent et travestissent l'opinion publique (Lazar 1995; Champagne 2004; Bourdieu 1984), ces mouvements peuvent faire l'objet de manipulations. De fait, les mouvements,²⁸ « spontanés » ou « suscités » par des entrepreneurs politiques ténors, tendent à montrer que, dans cette situation particulière, les hommes politiques ont une certaine capacité à mobiliser des foules sans rémunération financière particulière si ce n'est essentielle-

ment symbolique, sauf pour les leaders de ces mouvements. Ces derniers en effet, au-delà des subsides qu'ils peuvent tirer de cet entreprenariat, investissent surtout dans un capital symbolique à utiliser dans la construction de leur carrière politique.

Dynamique du blâme

La rhétorique de dénonciation du rôle incendiaire des médias dans le champ politique ivoirien débute peu après l'instauration du multipartisme, en avril 1990 est marquée par des anathèmes: « brûlot », « presse poubelle », « radio dix mille collines », « radio mille lagunes », etc. L'expression « médias de la haine » et ses connotations génocidaires sert à présent à caractériser les médias ivoiriens.

À travers leurs écrits, nombre d'acteurs, d'ONG, de chercheurs, d'observateurs, de journalistes et de politiciens, se sont constitués en forces d'accusation et les journalistes eux-mêmes ont non seulement accepté le blâme en tant que professionnel, mais se sont même en quelque sorte « autoflagellés ». Une convention tacite a ainsi transposé en Côte d'Ivoire la conception du rôle joué par les médias au Rwanda et l'a érigée en véritable paradigme (Kuhn 1983).²⁹ Il ne s'agit pas de remettre en cause les diverses actions de terrain des organisations d'appui à la presse, ni de dédouaner les médias ivoiriens. Nous croyons simplement, comme Nyamnjoh que,

Contrary to the popular understanding of the media as *magic multipliers* capable of stimulating or dulling the senses of those who receive them like a hypodermic syringe, media effects are neither direct, simple, nor immediate. [...] Media effects are usually gradual and cumulative, and dependent on other, accompanying factors (Nyamnjoh 2005:1).

Ce que nous pourrions appeler le « paradigme rwandais » désigne la crainte du rôle attribué aux médias dans la tragédie rwandaise et qui, en définitive, serait une potentialité de tout média des pays en développement. Fort de son origine intellectuelle et de l'audience de ses zéloteurs, ce paradigme s'institutionnalise et, *via* entre autres les médias eux-mêmes, envahit la rue citoyenne où il devient un savoir ordinaire autorisé.

L'expression « médias de la haine » focalise alors l'attention sur les textes (procédés discursifs) plutôt que sur les procédés idéologiques à l'œuvre dans le champ politico-journalistique. L'accusation systématique des médias constitue ainsi un paravent qui dissimule les logiques des acteurs politiques et journalistiques, co-construisant une situation dans laquelle les médias produisent l'actualité politique et notamment travaillent à la spectacularisation du conflit. Il importe de situer les médias et leurs acteurs, tant au niveau de la production que de celui de la réception, dans des réseaux d'entrepreneurs politiques (Bahi 2004b:253).

Il reste que ce paradigme a le mérite de mettre l'accent sur le rôle idéologique des médias locaux. L'idéologie est ici saisie au sens *gramscien* de la genèse d'une fausse conscience afin de masquer les intérêts de la classe dominante en les dissimulant sous une apparence d'intérêts communs (Gramsci 1978). Elle sert donc d'instrument de domination et de légitimation. Il convient sinon de reconsidérer les médias en

tant qu'appareils idéologiques (Althusser 1976:97) du moins comme agents de médiation des idéologies et donc comme instrument de légitimation du pouvoir. Or ce phénomène tend à être brouillé par la transition en cours depuis le passage au multipartisme avec la pluralité des émetteurs d'opinions, la pluralité des publics « récepteurs », le mythe de la « société de l'information » et le « désenchantement » du monde.

L'exercice démocratique table sur une loi de la majorité (Touraine 1994:215). Le corps électoral a une ressemblance politiquement construite avec l'opinion publique, et l'expression du suffrage avec la pratique du sondage (Wolton 1989:34). Or, en Côte d'Ivoire, comme souvent en Afrique, en dehors des périodes électorales, règne une absence d'indicateurs numériques fiables, qui nonobstant leurs limites, donneraient une représentation des tendances et des forces politiques en présence. La manifestation de rue, démonstration publique, mode d'action politique (Champagne 1990), est la mise en branle de ces réseaux « incontrôlés ». Objet de surenchères, moyen de propagation d'idéologies, elle fonctionne pour les acteurs politiques ivoiriens comme un substitut parfait de l'opinion publique, et *ipso facto*, comme un mode de légitimation politique.³⁰

Conclusion

En Côte d'Ivoire, les médias sont perçus comme des moyens de conquête du pouvoir et comme des instruments pour s'y maintenir. Les politiciens sont bel et bien les maîtres du jeu politique, convaincus non que « le pouvoir est dans la rue » mais que sa conquête passe par la rue et que l'on « vote [aussi] avec les pieds » (Koulibaly 2001:13). Les journaux devraient donc être appréhendés comme des journaux de combat et ce type de journalisme n'a de sens que si l'on tente de comprendre la nature du combat politique mené en Côte d'Ivoire depuis l'instauration du multipartisme. Depuis ses débuts, la démocratisation en Afrique s'accompagne d'une lutte acharnée entre partis politiques en lice dans la mesure où le contrôle de l'État « permet l'accès aux richesses et à des positions sociales et stratégiques » (Perret 2005:196), comme l'illustre bien la figure du « grilleur d'arachides » (Akindès 2004:13). Le piège dans lequel de nombreuses études sur les médias tombent est celui qui consiste à appliquer une grille de lecture normative afin d'appréhender la distance qui sépare le rôle que les médias jouent de celui qu'ils devraient jouer. De ce fait, sont passés sous silence nombre de processus, d'enjeux, de contradictions et de potentiels inhérents à la conception du rôle que la presse joue véritablement dans la société ivoirienne. En outre, une conception fonctionnaliste du rôle spéculaire des médias amène nombre d'observateurs à dire que la Côte d'Ivoire n'a que les médias qu'elle mérite. A notre sens, plus qu'un reflet du social, acteurs et institutions médiatiques suivent une logique s'inscrivant dans des processus, des dynamiques et des enjeux spécifiques. Ainsi les acteurs du champ politique et du champ journalistique considèrent la communication journalistique comme une stratégie de domination. Ils construisent donc l'action au sein d'une logique d'affrontement dans laquelle les médias sont considérés comme des armes et les informations comme des munitions

distribuées par leurs réseaux. Pourquoi alors devrait-on s'attendre à ce que des médias qui, depuis au moins le retour au multipartisme, ont fait le jeu des pouvoirs en s'inscrivant dans des logiques de violence symbolique (Bourdieu 1997) poussées à l'extrême au point de devenir de l'armement symbolique, des médias qui s'inscrivent dans des logiques de faire l'opinion (Champagne 2004) et d'*audience making* (Ettema et Whitney 1994) changent brutalement ces pratiques pour devenir des « médias de paix » ?

Dans la crise ivoirienne, une section de la classe politique a érigé l'autochtonie en facteur de légitimation de l'exercice politique. Une autre section demande une redéfinition de l'identité nationale dans un contexte mondialisation et de migration où les frontières déjà floues et contestées du continent risquent de le devenir davantage. Une autre section de la classe politique développe un discours de néo-décolonisation, conforté par l'histoire coloniale et l'implication de la France dans la société ivoirienne. Idéologies devenues vérités,³¹ ces deux postures tragiquement post-modernes et post-coloniales, offrent, sur fond de lutte pour le pouvoir, le spectacle de deux adversaires qui se heurtent l'un l'autre avec un bout de modernité. Les demandes de repositionnement de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier économique mondial combinées à une redéfinition de la citoyenneté sont-elles exclusives ? Ces questions sont d'autant plus importantes que, dans un contexte de globalisation et de médiation des idées, les notions de subjectivité, de lieux géographiques, d'identification politique et d'imagination sociale sont inévitablement appelées à être remise en question.

Notes

1. Résidant à Abidjan et observant la situation depuis ce lieu, nous n'avons pas enquêté en zone sous contrôle des Forces Nouvelles. Cela nous oblige à évacuer les médias qui s'y sont développés. Seules quelques allusions circonspectes pourront être faites à leur sujet. Le PDCI aurait mérité plus d'attention dans cet article. Nous avons focalisé de façon peut-être disproportionnée sur le FPI et le RDR. Les raisons de ce choix proviennent de la présence limitée du PDCI sur le plan médiatique et dans la rue depuis le coup d'État de 1999. Rappelons que pendant près de 40 ans, le PDCI a eu accès au média d'État pour relayer ses messages et n'a pas l'expertise militante d'un parti comme le FPI. « Le bon militant du PDCI est en costard cravate et il tient ses réunions dans un bureau climatisé. Pas question d'aller s'égosiller sous le soleil », nous explique un militant du PDCI. Si cette donne tend actuellement à changer, reste que le PDCI prône un 'militantisme responsable. Il ne faudrait cependant pas confondre leur relative absence médiatique à une absence sur le terrain. Ce parti fortement hiérarchisé possède toujours un réseau de communication solidement implanté sur tout le territoire.
2. Pour cette section, nous nous appuyons sur de l'observation participante et des entretiens conduits d'octobre 2004 à octobre 2005 au sein de diverses rédactions, dans le cadre de la recherche de terrain pour une thèse de doctorat intitulée *Manufacturing Conflict: An Ethnographic Study of the News Community in Abidjan* (cf. Références).
3. Satiriques (Gbich), sportifs (Mimosas, Africa Sports...), dédiés à la culture (Top Visages, Star Magazine) ou aux femmes (Go Magazine, Mousso), ils ne traitent pas à propre-

ment parler de l'actualité politique. Quant aux périodiques (hebdomadaires, mensuels, etc.) politiques, il est rare qu'ils s'inscrivent durablement dans le paysage médiatique ivoirien.

4. La radio (*Radio Côte d'Ivoire, Fréquence 2*) et la télévision (*La Première, TV21*) nationales restent toujours des médias d'État. Leur implication dans les violences de novembre 2004 a été dénoncée par le Conseil de sécurité des Nations Unies et Reporters Sans Frontières. Nous renvoyons le lecteur à l'article de Konaté Yacouba (2005) qui a traité cette période en abordant le rôle des médias.
5. Les « radios de proximité » sont des concessions de service public de radiodiffusion sonore « dont la caractéristique essentielle est la production et la diffusion d'émissions radiophoniques: par voie hertzienne et en modulation de fréquence ou en modulation d'amplitude, sur une zone géographique limitée, au maximum, à un cercle de dix (10) kilomètres de rayon autour du centre émetteur, dont le contenu des programmes est exclusivement d'intérêt local » (extrait du Décret n°95-714 du 13 septembre 1995 fixant les règles de fonctionnement des radios de proximité). Ne pouvant légalement participer au débat politique, la multiplication des radios ne constitue pas un élargissement de « l'espace public » (Habermas 1990).
6. La télévision et la radio nationales, la radio privée Jam FM (par exemple) ainsi que des initiatives nouvelles ont fait du webbing pendant les événements de novembre 2004 afin de « montrer aux ivoiriens de la diaspora et aux amis de la Côte d'Ivoire ce qui se passe réellement dans le pays » en faisant appel à une certaine économie solidaire.
7. Cette classification s'abstient volontairement d'utiliser l'expression « journaux indépendants », car tous ces journaux réclament avec plus ou moins de verve leur indépendance. Mais, la nature de l'indépendance est rarement évoquée. Parle-t-on d'indépendance financière, d'indépendance politique, d'indépendance des journalistes, d'indépendance des actionnaires ?
8. Dans le contexte ivoirien, le qualificatif patriote est revendiqué par une panoplie d'acteurs. Des « jeunes patriotes » au « Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire » (MPCI), l'utilisation de ce mot pourrait être l'objet d'un article en soi mais est, à notre avis, symptomatique des différentes définitions et imaginations de la communauté nationale.
9. Il s'agit du groupe dont est issu le président Gbagbo, qui est Bété. Pour être plus précis, on reproche à ces rédactions d'employer surtout des journalistes issus des groupes dit « BAD » (Bété, Attié, Dida). Notons au passage que les Attié font partie du groupe Akan.
10. Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire. À propos de la FESCI et de l'affirmation d'une nouvelle génération politique par le biais de la crise, lire Yacouba Konaté (2003).
11. Cette affaire qui suscite une vive polémique dans le champ politique n'a curieusement pas fait l'objet de nombreux écrits.
12. Sur les 16 journaux, 12 ont 12 pages, 3 en ont 16 et un seul en a 24. Si on exclut les pages consacrées à la publicité, la moitié du journal est dédié à l'actualité politique nationale.
13. Par exemple, Le Monde, New York Times, RFI, BBC, VOA, Africa n°1, CFI, TV5, etc.
14. Un rapport de RSF (2005) annonce plutôt un taux d'inventus entre 25 et 95%.
15. Selon le PNUD, le taux d'alphabétisation était de 48,7% en 2003 chez les 15 ans et plus.
16. Dans d'autres pays, on assiste à des phénomènes analogues tels que le « parlement debout » en République Démocratique du Congo et les grins de Bamako (Mali) depuis le milieu des années 1990.

17. Fédération Nationale des Agoras et Parlements de Côte d'Ivoire.
18. Ils sont d'un niveau d'études surtout secondaires, sont souvent sans emploi, habitent principalement les communes populaires d'Abidjan. Pour nuancer ce propos précisons que dans ces forums populaires, on rencontre également des agents de la fonction publique, des travailleurs d'entreprises parapubliques et privées, des enseignants du primaire et du secondaire, des étudiants et élèves des grandes écoles, des lycéens. Mais, le contexte de foule conventionnelle rend difficile l'identification précise des individus.
19. Précisons encore qu'il ne s'agit pas d'une corrélation aveugle entre ethnicité et appartenance politique. Le contexte de guerre a contribué à accentuer la crispation des positions. Ainsi, il ne fait pas bon être d'un autre parti et encore moins du Rassemblement des Républicains (RDR), parti d'Alassane Ouattara, a fortiori afficher de la sympathie pour la cause des rebelles...
20. C'est à cette période que les agoras et les parlements s'engagèrent en tant qu'organisation de la société civile légitimée et crédibilisée par le chef de la junte. On peut lire pour la première fois sur des pancartes de guingois, « BBC RFI menteurs », « Radio Foutaise Internationale », etc. Pour RFI en particulier, perçue par ces « jeunes » comme la voix officielle de la France, les quolibets ne manqueront pas.
21. Il est possible d'identifier des signes annonciateurs de cette importante transformation: période du référendum pour la nouvelle Constitution qui devait connaître le fameux épisode du choix entre les deux conjonctions « et/ou »; attaque de la résidence du Général R. Guéï; complot de la Mercedes noire / tentative de coup de force des 7 et 8 janvier 2001; tentative de coup d'État du 19 septembre 2002.
22. La diplomatie française dans cette situation semble victime des attermolements de sa politique de « ni ingérence, ni indifférence », convaincue que « la solution de sortie de crise n'est pas militaire mais politique » (Smith 2003).
23. Encore faudrait-il qu'elle soit convaincue que le régime ivoirien est démocratique.
24. Pour la présentation du grin, nous nous appuyerons sur des entretiens conduits en 2003 et en 2005 ainsi que sur des travaux universitaires et des articles de presse. Selon nos informateurs, le terme « grin » aurait des origines lointaines: « le mot galan à l'époque des rois de l'empire du Mali, désignait l'écorce de l'arbre touffu à feuilles minces de la famille du baobab et qui servait à la confection de bancs traditionnels disposés sous l'ombrage d'un grand arbre, constituant ainsi un espace servant de lieu de réunions (conseils, conciliabules, entretiens, causeries etc.) aux grands dignitaires qui s'y retrouvaient pour échanger et s'entretenir sur les affaires du royaume ». Dans son travail, Robert Vuarin présente plusieurs autres versions de l'origine du terme « grin ».
25. Notons au passage que l'instigateur de cette association, a été à la base de la création des Sorbonnes, parlements et agoras, et y a œuvré jusqu'à la chute du PDCI avec le coup d'état de 1999. C'est probablement à partir de ce moment que ces espaces de discussions semblent avoir pris position pour le général Guéï, puis pour Gbagbo devenu président. Cet exemple renforce l'importance, dans tous les camps, de la socialisation militante qu'évoque Konaté (2003).
26. Ancien porte-parole des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire (FANCI), célèbre pour la formule « Haut les cœurs » qui clôturait chacune de ses interventions télévisées.
27. Lorsque Jean Hélène, correspondant de RFI, a été assassiné à Abidjan en octobre 2003, il attendait des militants du RDR, mais plus précisément, des membres du Rassemblement des grins.

28. Les coordinations, les collectifs, et mouvements les plus divers se succèdent sur les tribunes, des sigles déjà connus et actifs à ceux dont les dénominations peuvent paraître des plus surprenants: Alliance des Jeunes Patriotes, COJEP, Coordination des Femmes Ivoiriennes Mariées à des Etrangers, Mouvement Ivoirien pour le Rapatriement d'Alassane Ouattara, etc.
29. Nous utilisons « paradigme » au sens large de « découvertes scientifiques universellement reconnues qui, pour un temps, fournissent à la communauté de chercheurs des problèmes et des solutions » (Kuhn 1983:11) mettant en relief l'activité sociale d'un groupe s'accordant sur un positionnement épistémologique, un ensemble de concepts et une méthode (méthodologie) agençant ainsi un mode de compréhension du réel, lui donnant vie, vivacité, pérennité et décidant de sa mise en crise.
30. La maîtrise de la définition de la citoyenneté (code électoral) est enjeu électoral (composition de la Commission Electorale Indépendante, vérification des fichiers électoraux) et donc un enjeu de pouvoir (Whitaker 2005).
31. Comme l'illustre l'expression: « C'est ça qui est la vérité ! », clôturant nombre de déclamations en Côte d'Ivoire.

Références

- Akindès, F., 2004, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar: CODESRIA.
- Althusser, L., 1976, *Positions*, Paris: Éditions sociales.
- Anderson, B., 1983, *Imagined Communities*, London: Verso.
- Atchoua, N. G. J., 2004, *Forums populaires, conduite de débats et construction d'identités collectives dans les quartiers d'Abidjan*, unpublished DEA thesis, Abidjan, University de Cocody, Département des Sciences de la communication.
- Bahi, A. A., 1998, « Les tambours bâillonnés: contrôle et mainmise du pouvoir sur les médias en Côte d'Ivoire ». *Media Development*, Vol. XLV, no. 4, pp 36-45.
- Bahi, A. A., 2001, « L'effet 'titrologue': étude exploratoire dans les espaces de discussion de rues d'Abidjan », *En-Quête: Revue scientifique de Lettres, Arts et Sciences Humaines*, Vol. 8, pp. 129-167.
- Bahi, A. A., 2003, « La 'Sorbonne d'Abidjan: rêve de démocratie ou naissance d'un espace public », *Revue Africaine de Sociologie*, Vol. 7 no. 1, pp. 1-18.
- Bahi, A. A., 2004a, « Approche sémio-contextuelle des communications dans les forums populaires d'Abidjan », *Kasa Bya Kasa: Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie*, Vol. 5 no. 5, pp. 5-26.
- Bahi, A. A., 2004b, « Les lanternes de la cité. Éthique professionnelle de la presse plurielle en Côte d'Ivoire », in J. P. Brunet et M. David-Blais, eds, *Valeurs et éthique dans les médias: Approches internationales*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.
- Banégas, R. et R. Marshall-Fratani, 2003, « Côte d'Ivoire, un conflit régional? », *Politique Africaine*, no 89, pp. 5-11.
- Bassett, T., 2003, « Nord musulman et sud chrétien: les moules médiatiques de la crise ivoirienne », *Afrique Contemporaine*, Vol. 206, pp. 13-28.
- Bouquet, C., 2003, « Être étranger en Côte d'Ivoire: la nébuleuse 'Dioula' », *Géopolitique Africaine*, Vol. 9, pp. 27-42.
- Bourdieu, P., 1984, *Questions de sociologie*, Paris: Minuit.
- Bourdieu, P., 1996, *Sur la télévision; suivi de L'emprise du journalisme*, Paris: Liber.

- Bourdieu, P., 1997, *Méditations Pascaliennes*, Paris: Seuil.
- Champagne, P., 1990, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris: Minuit.
- Champagne, P., 2004, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris: Minuit.
- Diégou, B., 1995, *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris: L'Harmattan.
- Dozon, J.-P., 1985, *La société Bété. Histoires d'une "ethnie" de Côte d'Ivoire*, Paris: Orstom & Karthala.
- Ellul, J., 1962, *Propagandes*, Paris: Armand Colin.
- Ettema, J. S. and Whitney, D. C., eds, 1994, *Audiencemaking. How the media create the audience?*, London: Sage.
- Frère, M.-S., 2000, *Presse et Démocratie en Afrique francophone, Les mots et les maux de la transition au Bénin et au Niger*, Paris: Karthala.
- Frère, M.-S., 2005, « Médias en mutation: De l'émancipation aux nouvelles contraintes », *Politique Africaine*, no. 97, pp. 5-17.
- Gadji, D. J., 2002, *L'Affaire Kragbé Gnagbé: Un autre regard 32 ans après*, Abidjan: Nouvelles Éditions Ivoiriennes.
- Gellner, E., 1983, *Nations and Nationalism*, New York: Cornell University Press.
- Ginsburg, F. D., 1994, « Culture/Media: A (Mild) Polemic », *Anthropology Today*, Vol. 10, no. 2, pp. 5-15.
- Gramsci, A., 1978, *Cahiers de prison*, Paris: Gallimard.
- Habermas, J., 1990 *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris: Payot.
- Konaté, Y., 2003, « Les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriots », *Politique Africaine*, Vol. 89, pp. 49-70.
- Konaté, Y., 2005, « Côte d'Ivoire: le canari d'eau de Jacques Chirac », *Politique Africaine*, no. 97, pp. 117-132.
- Koné, H., 1989, *La dynamique des médias dans les sociétés en mutation: le cas de la Côte d'Ivoire*, unpublished DEA thesis, Strasbourg, Université Louis Pasteur.
- Kossou, J.-M., 2005, « Dembélé Bazoumana 'Recteur' (Président des 'Grins'). 'Nous ne sommes à la solde de personne' » in *Nord-Sud Quotidien*, 11 septembre, Abidjan.
- Kossou, J.-M., 2005, « Nord-Sud Quotidien adopté par les 'Grins' », *Nord-Sud Quotidien*, 12 septembre, Abidjan.
- Kouamé, J. R., 2005, « Agoras, Parlements, Congrès, Sorbonne... Au cœur de la machine de propagande de Gbagbo », in *Nord-Sud Quotidien*, 11 juin, Abidjan.
- Koulibaly, M., 2001, « Introduction. La pauvreté en Afrique de l'Ouest. La situation et l'avenir de la lutte », in M. Koulibaly, ed., *La pauvreté en Afrique de l'ouest*, Paris & Dakar: Karthala & CODESRIA, pp. 7-19.
- Kuhn, T. S., 1983, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris: Flammarion.
- Lazar, J., 1995, *L'opinion publique*, Paris: Sirey.
- Leimdorfer, F., 2003, « L'espace public urbain à Abidjan. Individus, associations, état » in Leimdorfer, F. and Marie, A., eds, *L'Afrique des citadins. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris: Kathala, pp. 109-154.
- N'Da, P., 1999, *Le drame démocratique africain sur scène en Côte d'Ivoire*, Paris: L'Harmattan.
- Neveu, E., 2001, *Sociologie du journalisme*, Paris: La Découverte.

- Nyamnjoh, F. B., 2000, *West Africa: Unprofessional and Unethical Journalism*, Bonn: Friedrich Erbert Stiftung, www.fes.de.
- Nyamnjoh, F. B., 2005, *Africa's Media, Democracy & the Politics of Belonging*, Pretoria, London & New York: Zed Books.
- Perret, T., 2005, *Le temps de journalistes : L'Invention de la presse en Afrique francophone*, Paris, Karthala.
- RSF, 2005, *Côte d'Ivoire: Il est temps de désarmer les esprits, les plumes et les micros* Paris: Reporters sans frontières.
- Smith, Stephen, 2003, « La politique d'engagement de la France à l'épreuve de la Côte d'Ivoire », *Politique Africaine*, Vol. 89, pp. 112-126
- Théroux-Bénoni, L.-A., en cours, *Manufacturing Conflict? An Ethnographic Study of the News Community in Abidjan*, Toronto: University of Toronto, Department of Anthropology.
- Touraine, A., 1994, *Qu'est-ce que la démocratie?*, Paris: Fayard.
- Vuarin, R., 2000, *Un système africain de protection sociale ou 'Venez m'aider à tuer mon lion...'* Paris: L'Harmattan.
- Whitaker, B. E., 2005, « Citizens and Foreigners: Democratization and the Politics of Exclusion in Africa », *African Studies Review*, Vol. 48, no. 1, pp. 109-126.
- Wolton, D., 1989, « La communication politique: construction d'un modèle », *Hermès*, Vol. 4, pp.27-42.
- Wolton, D., 1997, *Penser la communication*, Paris: Flammarion.

